



Marcel Mariën

*Théorie de la  
révolution mondiale  
immédiate*



essai

# **Théorie de la révolution mondiale immédiate**

La collection Espace Nord rassemble des titres du patrimoine littéraire belge francophone. Elle offre un catalogue d'auteurs remarquables et veille à la réédition d'œuvres devenues indisponibles. Propriété de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la collection est gérée par Les Impressions Nouvelles et Cairn.info, qui ont réalisé le présent volume.

[www.espacenord.com](http://www.espacenord.com)



© 2017 Communauté française de Belgique pour la présente édition

© SABAM Belgium 2017

Illustration de couverture : © Laurent Durieux, Tomorrowland (2015)

Mise en page : CW Design

ISBN : 978-2-87568-138-6

Dépôt légal : D/2018/12.583/2

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays.

Toute reproduction, même partielle, de cet ouvrage est strictement interdite.

Marcel Mariën

# Théorie de la révolution mondiale immédiate

essai

*Postface de Laurent de Sutter*



*Par révolution mondiale, il faut comprendre ici, très exactement, le renversement du capitalisme dans tous les pays du monde où ce renversement n'est pas accompli, – opération dont l'expression politique fondamentale est l'abolition de la propriété privée des moyens de production.*

*Par immédiate, il faut entendre que le programme que nous allons exposer s'inscrit dans une période fixée à un an ; délai approximatif au-delà duquel il serait oiseux d'escompter sa réussite, celle-ci étant obligatoirement tributaire d'une action intense et rapide.*

# I

## Deux mondes qui n'en font qu'un

### 1. Le prolétariat fantôme

Il est devenu commun de dire que la fin de la Deuxième Guerre mondiale marque un chapitre nouveau de l'Histoire. De même que le XIX<sup>e</sup> siècle l'avait vue passer de l'ère provinciale à celle des nations souveraines, l'humanité entre brutalement dans l'ère planétaire, qui s'ouvre sur la division du monde en deux camps antagonistes. Or il n'a pas fallu dix ans pour que les deux adversaires voient, sur le plan militaire, leur inégalité économique – annihilée pour l'un, compensée pour l'autre – par la possession d'armes de destruction suffisantes pour s'anéantir mutuellement jusque dans leurs moindres fibres. Il s'ensuit cet équilibre provisoire dans lequel nous vivons.

Il engendre une situation singulière.

Car si la possibilité de pulvériser le monde existe désormais, il paraît pour le moins raisonnable d'estimer la continuation de la vie humaine à une chance sur deux. Somme toute, ce n'est pas encore trop mal puisque chacun de nous n'en a aucune.

Ensuite, il ne semble pas que l'on puisse imaginer pour conjurer cette menace, de mesure plus rationnelle que l'unification de toute l'économie terrestre par la socialisation des moyens de production et la liquidation des frontières nationales.

C'est là toutefois une perspective relativement lointaine et passablement utopique tant que la probabilité d'une destruction universelle n'est pas déjouée.

Nous partons arbitrairement de l'hypothèse que la mauvaise chance de l'humanité doive prévaloir dans les années à venir. Notre premier soin sera donc de nous efforcer de prendre *tout à fait* au sérieux cette menace d'anéantissement total à laquelle, dans le fond, et bien qu'on ne cesse d'en parler, personne n'adhère véritablement. C'est là un premier point, mais c'est peut-être, de toutes nos démarches, la plus ardue. Ainsi, il n'est personne pour « croire » sans défaillance à sa propre mort bien qu'elle lui paraisse, dans le même instant, et comme inscrite en filigrane, indubitable. C'est qu'il nous faut de vrai, pour que cette persuasion devienne agissante, faire passer une hypothèse communément admise sur le plan du fait accompli, bien qu'elle n'en soit pas un, qu'elle ne peut pas l'être, – de par sa nature même.

Admise cette conviction, imprégnés de cette certitude, l'étape suivante va presque de soi. L'on peut concevoir comme une manière d'obligation morale de tâcher à tout prix de prévenir cette fin du monde anticipée, cette apocalypse immédiate dont la responsabilité relève désormais uniquement de la main humaine.

Bien entendu, nous n'affirmons nullement que le monde *doit* être sauvé, s'il est vrai qu'il doive bientôt s'évanouir en fumée. L'expérience nous démontre au contraire, par l'exemple de millions de suicides, que la vie n'est pas, quoi que l'on dise, aux yeux de tous également chère et précieuse. Il ne s'agit donc pas d'une obligation en soi, devant laquelle chacun aurait automatiquement à s'incliner.

Aussi bien, notre proposition relève moins d'un impératif moral que d'un jeu, d'un choix intellectuel, que l'on peut à sa guise reporter sur le plan esthétique, ou même sportif.

La règle du jeu est des plus simples ; elle peut se formuler en quelques mots : s'il est vrai que l'humanité doit périr dans un avenir proche, que pourrions-nous faire pour empêcher cette issue dans les très faibles limites du temps qui nous est laissé pour agir ?

L'on verra, au terme de notre exposé, comment nous en sommes venus à penser qu'il suffirait de disposer d'un an de répit (environ), de trois cents hommes décidés (mais pas tellement exceptionnels) et, enfin, d'argent (pas mal d'argent).

Un but à son image s'identifie sans peine, sans défaut et, d'ailleurs, sans danger. Ainsi, l'idée de la révolution mondiale, que nous nous proposons de remettre en question, ne diffère en rien de celle qui constitue l'objectif idéal des partis communistes. La théorie et le programme qui sont développés ici n'offriraient donc guère d'intérêt s'ils n'étaient strictement limités à la préparation et au déclenchement de cette révolution. Ce qui suivra, – l'affermissement et l'épanouissement économiques de cette révolution, – ne sont pas, dans ces pages, de notre ressort.

Il n'est point de théorie qui ne tâche à assurer sur le monde matériel sa validité. C'est pourquoi nous nous appuierons, au départ, sur les considérations suivantes :

À l'exception des pays dits « sous-développés », la socialisation de l'économie est immédiatement applicable au sein de toutes les nations où la production industrielle et la centralisation administrative qui l'accompagne ont atteint un niveau de développement élevé. Or, malgré cette possibilité



immédiate, les partis communistes occidentaux n'ont pas réussi à s'emparer du pouvoir. Au surplus, l'occasion la plus favorable pour une telle conquête, occasion qui s'est présentée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a été pour eux une occasion perdue.

À partir d'ici, l'on peut esquisser les traits fondamentaux du problème.

Contrairement aux observations et aux conjectures de Marx, la révolution prolétarienne ne s'est affirmée à ce jour que dans les pays les plus arriérés du monde capitaliste (la Russie tsariste et la Chine semi-féodale) tandis que les pays économiquement les plus évolués demeurent, sur ce point, inébranlables. Cette contradiction flagrante entre l'hypothèse et l'expérience soulève une double question :

Ou bien que le marxisme se soit radicalement trompé dans son analyse et ses calculs ;

ou bien que la méthode et les moyens employés jusqu'ici par les partis communistes sont défectueux et impropres à les mener aux fins qu'ils souhaitent.

La prise du pouvoir, autrement dit l'appropriation par l'ensemble de la société des moyens de production actuellement détenus par la bourgeoisie, est conditionnellement liée à l'existence du prolétariat : classe distincte, spécifique, appelée à réaliser un jour cette prise du pouvoir. Cette condition semble toutefois au sein de la société occidentale, et plus particulièrement dans la société nord-américaine, avoir aujourd'hui perdu le caractère d'évidence qu'elle offrait à l'observateur du XIX<sup>e</sup> siècle. Si bien qu'une amélioration générale, incontestable et grandissante du niveau de vie des travailleurs, a pu incliner à croire que l'analyse marxiste, notamment la théorie

de la paupérisation des masses corrélative à l'accumulation du capital, est infirmée par les événements, par l'essor économique consécutif à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Un tel jugement est pour le moins superficiel. C'est faire bon marché du caractère cyclique de l'économie capitaliste, où de pareils essors n'ont pas laissé de se manifester de tout temps. Or un trait constant, jusqu'à ce jour<sup>1</sup>, de tels essors, est qu'ils sont les précurseurs d'une crise de surproduction, au cours de laquelle précisément se déclare le phénomène de paupérisation analysé par Marx. Et sinon d'une crise, d'une guerre qui n'en est que le masque hideusement fardé.

Ensuite, un tel jugement est pour le moins prématuré. C'est qu'il est absurde de tirer des conclusions positives d'une situation que l'on n'a pas fini de vivre, situation qui n'étant pas accomplie ne peut guère, l'avenir nous étant dissimulé, servir de critère fort sérieux. Aussi bien, que penser aujourd'hui des économistes de 1925 qui réfutaient Marx en fondant leurs observations sur l'essor économique du moment, réfutation que vint ruiner bientôt, de façon écrasante, la grande panique de 1929-1933, avec ses 40 millions de chômeurs ?

Il reste enfin que cette élévation du niveau de vie n'est que fort peu probante à l'échelle mondiale. Qu'il nous suffise de rappeler que 66 % de la population terrestre souffre de faim chronique, dénutrition qui se résout chaque année par une mortalité de 30 à 40 millions d'hommes. Et pour que l'on ne se tourne pas trop vite vers l'Asie, rappelons que dans le cas de la France, considérée isolément, un tiers de sa population totale est, suivant une enquête récente de l'ONU, sous-alimentée ;

condition qui, traduite en chiffres absolus, englobe près de 2 millions de personnes pour la seule région parisienne.

Mais ces évidences, pour affreuses qu'elles soient, passent assez facilement inaperçues si l'on restreint le champ d'observation aux nations où le capitalisme est florissant et provisoirement à l'abri de contradictions par trop spectaculaires, comme il en va pour les États-Unis et quelques pays connaissant un essor économique relatif, tels que la Belgique, la Suède ou la Suisse. Il s'ensuit que l'observateur superficiel n'a que trop tendance à voir se dissiper la misère du prolétariat, indice qu'il ne manque pas d'interpréter aussitôt comme une preuve de la faillite de la théorie marxiste sur la paupérisation des masses.

De ces apparences cependant il faut se méfier et, tout d'abord, ne pas oublier que l'organisation politique de la classe ouvrière, depuis quelque cent ans, a remporté des victoires insignes au détriment de la toute-puissance primitive du capitalisme. Là où sa lutte n'a pas abouti à la révolution, elle n'en a pas moins avec le temps si bien érodé les forces de la bourgeoisie qu'elle en a profondément modifié la structure. L'on pourrait rappeler que les indemnités de chômage, aux États-Unis, sont l'œuvre du parti communiste. L'on pourrait invoquer bien d'autres exemples. Mais nul n'est peut-être plus éloquent que celui de la journée de huit heures, devenue quasi universelle, et dont on a quelque peu oublié qu'elle est une proposition de Marx lui-même, le grand mot d'ordre de la Première Internationale. D'où vient que par une singulière ironie des choses, les plus ardents adversaires du communisme en sont aujourd'hui les premiers bénéficiaires. La presse, la radio, le cinéma, la télévision doivent leur développement fabuleux, sinon leur existence même, à cet empiétement crucial des loisirs sur la

durée du travail quotidien. Sans ces loisirs, ces immenses moyens n'eussent pu, faute de public, connaître une aussi vaste souveraineté.

Mais ceci n'infirmes pas encore la constatation d'un affaiblissement du prolétariat dans les bourgeoisies évoluées et florissantes. (Il ne saurait être, bien entendu, question de leur adjoindre les exemples de la France ou de l'Italie, où la misère matérielle des masses est nullement douteuse.)

Au vrai, il s'agit bien moins d'une extinction progressive du prolétariat, que d'une transformation sensible de ses traits spécifiques et d'une altération parallèle de sa conscience de classe.

La mécanisation croissante à tous les étages de la production tend chaque jour davantage à l'élimination de l'ouvrier manuel tandis que s'affirment toujours plus impérieusement les besoins d'une main-d'œuvre hautement qualifiée<sup>2</sup>. Plus il faut d'ingénieurs, moins il faut de terrassiers. D'une part, sous la pression des revendications syndicales, d'autre part, pour répondre aux nécessités technologiques de la révolution industrielle, les classes dominantes se trouvent contraintes de prolonger la scolarité et de faciliter l'accès aux enseignements moyen et supérieur. Quels que soient leur volonté de résistance et leur désir de maintenir les vieilles barrières culturelles entre les « riches » et les « pauvres », force leur est bien de céder à ces exigences draconiennes. L'ignorance jointe à la misère, dans lesquelles étaient tenues les masses laborieuses, situation qui avait été jusqu'alors un auxiliaire précieux de la domination bourgeoise, ont cessé de lui être favorable. Le « bon vieux temps » est définitivement révolu. Et sans doute n'est-il pas de

meilleur exemple, à ce propos, que l'affolement de la bourgeoisie mondiale devant les progrès scientifiques de l'Union soviétique, et les mesures immédiates qu'elle a été obligée de prendre, sous peine de mort, pour promouvoir l'extension et la généralisation de l'enseignement polytechnique. Le passage du satellite Alpha 57 dans le ciel orageux de Little Rock, au moment où s'apaise un délire collectif digne des plus sinistres convulsions du Moyen Âge, est un signe des temps. Non moins que le geste du président des États-Unis, bravant ses électeurs, et contraint de dépêcher l'armée pour permettre à quelques étudiants l'accès d'une école.

À partir du moment où l'âpreté de la concurrence accélère le rythme de la révolution technologique, la classe dominante est à son tour dominée par les exigences multiples du marché. Il lui faut s'adapter à ce rythme frénétique et, qu'elle le veuille ou non, affranchir les classes laborieuses de leur ignorance improductive tout en leur concédant chaque jour un peu plus que de simples « miettes du butin ». La bourgeoisie elle-même se scinde, partagée entre la droite et la gauche, et poussée, aux termes de ce conflit intérieur, vers une planification parcellaire de l'économie sous les formes de plus en plus inquiétantes et restrictives, quant à elle, du capitalisme d'État.

En supposant que les sociétés bourgeoises évoluées puissent jouir d'un essor économique constant (perspective essentiellement absurde mais que nous admettrons un instant), de façon qu'elles demeurent à l'abri tant des crises que des guerres, il est vraisemblable, – la technologie évoluant à grands pas vers l'automatisation et la suppression du travail manuel, – que l'on aboutirait assez vite à une société où le prolétariat tel qu'il existait au temps de Marx, se serait bel et bien évanoui. Or, une

telle perspective, loin de contredire le marxisme et d'engendrer une classe nouvelle (comme l'entendent par des voies différentes Burnham<sup>3</sup> ou Djilas), n'en fournit au contraire que la confirmation. Car nous aurions affaire, en supposant toujours que puissent être miraculeusement conjurées les menaces de crises et de guerres, tout simplement à une société qui aurait atteint le seuil du communisme, de sa phase supérieure, sans avoir subi l'étape transitoire de la dictature du prolétariat<sup>4</sup> que connaissent aujourd'hui les pays socialistes. Aussi bien, les conditions requises pour assurer le passage au communisme dit « intégral » sont-elles, non seulement une production, des biens considérablement élargie, mais encore la destruction de la barrière existant aujourd'hui entre le travail manuel et le travail intellectuel.

Que cette évolution soit douteuse, face aux crises et aux guerres qui ne cessent de poindre à l'horizon, il n'en demeure pas moins vrai que le prolétariat connaît un processus de stratification continu, conséquence logique de la division toujours plus poussée du travail. Les répercussions en sont assez profondes pour entraîner le morcellement du prolétariat en classes artificielles, phénomène qui répond à des causes puissantes et diverses : la complexité de la production industrielle requérant un nombre toujours accru de spécialistes ; le grossissement parallèle du secteur administratif avec son immense armée de tâcherons intellectuels, comptables et dactylos ; la prolifération enfin de la caste parasitaire des commerçants, assumant le rôle d'intermédiaire entre la production et la consommation. Si une infime minorité parvient effectivement à accéder à la classe dominante ou à s'en

rapprocher sensiblement, l'ensemble de cette bourgeoisie virtuelle s'avère par contre incapable de résister à la fascination de la classe au pouvoir, à l'étalage complaisant de la richesse et à la perspective d'une situation meilleure ; aspiration puissamment alimentée par l'accroissement des objets de consommation, la publicité infatigable entretenue à leur sujet et leur acquisition facilitée par la généralisation de la vente à crédit.

Les classes, de laborieuses deviennent moyennes, et celles-ci pèsent dans la balance d'un poids menaçant. C'est alors que se produit le tournant décisif.

Bien que cette petite bourgeoisie artificielle continue économiquement d'appartenir au prolétariat, elle se refuse en période d'accalmie sociale, d'en convenir, hypnotisée par le semblant de réussite que constituent à ses yeux la possession d'une automobile de série, d'un frigidaire, d'un appareil de télévision, la possibilité de vacances annuelles ; toutes merveilles rudimentaires qui lui paraissent représenter, faute d'imagination, les fondements d'une vie à peu de chose près idéale. Quoi d'étonnant, par la suite, si elle se montre de plus en plus rétive à toute solidarité de classe et que, loin de reconnaître dans la fraction politique agissante de la classe ouvrière son alliée naturelle, celle-ci lui apparaisse tout à l'opposé comme une menace permanente contre cette prospérité dérisoire dont elle a pris le parti de se contenter.

La misère, au sens physiologique, la misère matérielle dans ses formes les plus aiguës, a joué dans les révolutions russe et chinoise un rôle prépondérant. Elles étaient pour les masses une question de vie ou de mort, l'expression claire et tranchante de leurs intérêts immédiats.

Or, dans les sociétés capitalistes développées, si la misère tend à perdre ses traits primitifs et sa puissante stimulation physiologique, au surplus, les couches déshéritées de la société perdent leur force quantitative, s'anémient, cependant que la chance de pouvoir administrer la production leur est retirée par la complexité croissante de celle-ci. Le temps n'est plus où l'on pouvait escompter qu'elles prissent en main les leviers de commande de la société, qui sont aujourd'hui du seul ressort des spécialistes et des techniciens. En bonne logique, les communistes devraient donc renoncer l'espoir d'unifier l'ensemble des masses laborieuses en ne fondant leur propagande que sur les couches les plus pauvres de la population. Au degré de développement atteint par certains pays, il apparaît même, contrairement au marxisme classique, que la tentative de s'emparer du pouvoir en ne s'appuyant que sur le secteur le moins favorisé de la société serait bien près de ressembler à un putsch plutôt qu'à une révolution largement populaire<sup>5</sup>. Que cette orientation de la politique communiste subsiste cependant avec une obstination rigide résulte peut-être moins d'une appréciation erronée de la structure du capitalisme contemporain, que de la transplantation pure et simple de l'expérience de la révolution russe dans les conditions particulières de l'économie occidentale.

À mesure que dans les bourgeoisies évoluées le fantôme de la misère paraît s'éloigner, chacun s'enferme dans un songe où l'intérêt individuel se résume à l'ambition de devenir « riche », ou pour le moins de se maintenir sans encombres à un niveau de confort relatif. Que la misère pour autant n'en soit plus une, comme on tâche à nous en persuader, demeure douteux. Où son



emprise physiologique se desserre, la misère ne relève plus que d'une interprétation qui partage diversement les esprits. C'est un point sur lequel Engels, confrontant le sort du prolétaire à celui de l'esclave, a projeté toute la lumière désirable :

L'esclave est vendu une fois pour toutes. Le prolétaire doit se vendre lui-même jour après jour, heure par heure. L'esclave particulier, propriété d'un maître, jouit déjà par suite des intérêts de ce maître d'une garantie à l'existence, si misérable soit-elle. Le prolétaire particulier, propriété pour ainsi dire de toute la classe bourgeoise, dont le travail n'est acheté que si quelqu'un en éprouve le besoin, n'a aucune garantie à l'existence. Cette garantie n'est seulement reconnue à la classe ouvrière que dans sa totalité abstraite. L'esclave est à l'abri de la concurrence, le prolétaire est au cœur de la concurrence et en éprouve toutes les fluctuations. L'esclave vaut comme une chose, non comme un membre de la société bourgeoise ; le prolétaire est reconnu comme une personne, comme un membre de la société bourgeoise. L'esclave peut donc jouir d'une existence meilleure que le prolétaire, mais le prolétaire appartient à un degré supérieur de l'évolution sociale et se trouve lui-même occuper un échelon plus élevé que l'esclave.

Il n'en demeure pas moins très difficile de passer de cette évidence analytique à sa prise de conscience au cœur de la vie quotidienne, transfigurée par la marche des temps. L'ascendant de la vie immédiate et les satisfactions tangibles qu'il lui arrive de procurer l'emportent sur une représentation de la réalité qui a contre elle toutes les apparences ; apparences d'autant plus envoûtantes qu'elles sont *aussi* des réalités.

Ainsi, le chômeur américain qui reçoit de 30 à 60 dollars d'indemnités par semaine, pour ne rien faire, – soit bien davantage qu'un ouvrier soviétique qualifié, ou même un ouvrier anglais ou français en pleine activité, – se trouve assez mal placé pour se convaincre de la supériorité du régime soviétique<sup>6</sup>. Et il est bien vrai que l'on ne peut concevoir de propagande plus absurde (encore que l'Église n'y ait pas trop mal réussi) que celle

qui consiste à lui étaler les avantages d'une existence économiquement inférieure à la sienne, et à lui représenter les rigueurs inhumaines d'un système social dont il ne perçoit guère comme indice, quant à lui, que l'impossibilité où il se trouve, par l'effet de son chômage, de ne pouvoir renouveler sa voiture et de devoir se contenter du modèle de l'an passé.

Il ne faut donc pas s'étonner d'enregistrer l'insignifiance croissante du parti communiste américain au fur et à mesure que s'estompe le spectre de la misère matérielle sur lequel le communisme a fondé toute sa propagande, ni que cette dernière ne remporte d'appréciables succès que dans les pays où cette misère subsiste de façon ostensible. Incapable de s'adapter à une réalité mouvante et toujours plus complexe, la propagande communiste se voit constamment mise en échec faute de pouvoir se montrer assez souple pour abandonner ses habitudes séculaires, ses tics, ses manies, et surmonter victorieusement ce que l'on pourrait nommer son « complexe russe ». La faucille et le marteau, comme emblème de la réalité ouvrière dans les pays capitalistes évolués, est à peine moins anachronique que le sigle des légions de César<sup>7</sup>. Au point qu'il ne peut faire de doute que le premier obstacle à la révolution n'est tout bonnement que la propagande communiste elle-même.

Mais il y a plus. Alors que dans la Russie des tsars ou la Chine féodale la révolution n'était concevable qu'à la condition de rallier le prolétariat et la paysannerie, cette révolution s'avère dans les pays capitalistes évolués pratiquement impossible si elle ne s'assure pas de la participation volontaire des cadres dirigeants, le rôle décisif dans l'industrie moderne n'étant plus assumé par les ouvriers mais par les ingénieurs et les directeurs

de la production. Cet aspect absolument original de la société capitaliste actuelle relègue au rang d'utopie l'organisation autonome des masses ouvrières et la perspective d'une prise du pouvoir tant par les voies de l'insurrection armée que par celles de la conquête parlementaire. Il n'y a plus de Grand Soir qui tienne. Si une révolution doit s'accomplir, celle-ci n'est concevable qu'au grand jour et avec la participation active de toute l'élite de la production industrielle, directeurs techniques et bureaucrates. Mais que peut-on attendre de ceux-ci ?

De l'ingénieur à la dactylo, du comptable à la demoiselle de magasin, une partie toujours grandissante du prolétariat se découvre psychologiquement plus proche de la classe dominante, dont elle mime les habitudes et la suffisance, que de la classe ouvrière à laquelle elle se persuade volontiers, quand la société ne se porte pas trop mal, d'avoir cessé d'appartenir. Cette décomposition de sa conscience de classe est aggravée en outre par un ensemble d'accoutumances élémentaires touchant le comportement quotidien, où la « grossièreté » de l'ouvrier, de son éducation, de sa besogne, contraste avec la « culture » et la « distinction » de l'employé ; opposition très justement illustrée par l'expression « ouvrier à col blanc », usitée pour la classification sociale des enquêtes par sondage.

Si la notion classique du prolétariat, dans les sociétés bourgeoises évoluées, n'a pas subi d'altération fondamentale, même si le prolétariat a perdu le visage de la misère qu'il avait au temps de Marx et qu'il conserve toujours dans les pays sous-développés, il reste cependant que ce travestissement psychologique entrave et compromet aujourd'hui sérieusement toute action politique qui vise à la révolution sociale.

Le problème des milieux se pose de façon aiguë.